

ÉTUDE SUR LA DURABILITE DES PETITES ET MOYENNES IG

RÉSUMÉ

Contenu

Étude sur la durabilité des IG de petite et moyenne taille.....	1
Structure de l'étude.....	2
Objectifs de l'étude	2
Première partie : introduction et contexte.....	3
Deuxième partie : collecte et analyse des données	4
Troisième partie : le questionnaire pour les régions & les résultats	5
Quatrième partie : études de cas et résultats	6
Cinquième partie : conclusion et recommandations politiques	8

STRUCTURE DE L'ETUDE

L'étude est divisée en cinq parties principales.

1. **L'introduction** vise à **contextualiser le concept de durabilité**, en fournissant les définitions les plus largement acceptées dans la littérature et par les institutions. Le thème de la durabilité est abordé sous l'angle des dimensions économique, sociale et environnementale.
En outre, l'introduction explique le **contexte législatif pertinent**, en soulignant toutes les politiques ou stratégies de l'Union Européenne qui prennent en compte la durabilité et impliquent les IG.
2. **La première partie** présente le travail de collecte et d'analyse des **données effectués** sur 489 IG appartenant à certaines régions membres de l'AREPO. Cette phase permet de comprendre la taille des systèmes d'IG et leurs caractéristiques économique-productives, confirmant ainsi les conclusions des études menées par les organismes et institutions européens et nationaux.
3. **La deuxième partie** de l'étude présente le **questionnaire** soumis aux régions membres de l'AREPO **et l'analyse des réponses reçues**. Le questionnaire a permis de comprendre la perception qu'ont les régions des IG de petite et moyenne taille. En outre, il a permis de mettre en évidence les stratégies vertueuses déjà mises en place dans certaines régions pour soutenir les IG en difficulté.
4. **La troisième partie** implique six IG de petite et moyenne taille au niveau européen. Avec le soutien des régions, six IG ont été sélectionnées et contactées pour réaliser des **études de cas** et approfondir les défis auxquels elles sont confrontées du point de vue des producteurs.
5. **Enfin**, les **conclusions** sont l'outil permettant de condenser les principaux résultats de l'étude et de fournir des **recommandations politiques et techniques** adressées aux institutions européennes, aux régions et aux organisations de producteurs. Mettre l'accent sur les bonnes pratiques et fournir des suggestions peut être la première étape dans la mise en place d'une stratégie efficace pour soutenir les petites et moyennes IG en difficulté.

OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'étude découle de la demande de certaines régions membres de l'AREPO d'examiner la durabilité des petites et moyennes IG. Plus précisément, la question provient de l'étude commandée par la Commission européenne (CE) intitulée "[Étude sur la valeur économique des régimes de qualité de l'UE, des indications géographiques \(IG\) et des spécialités traditionnelles garanties \(STG\)](#)".

Cette étude met en évidence le grand potentiel du secteur des IG, confirmant son impact positif en tant qu'outil de développement rural et territorial.

L'impact positif concerne principalement l'augmentation des revenus des producteurs, le développement d'un secteur à forte intensité de main-d'œuvre, l'encouragement de la diversification de la production et le soutien à la promotion. Il existe également des **externalités positives**, telles que la préservation des traditions, le renforcement culturel, la structuration d'un réseau social actif, la coordination entre les producteurs et les autres acteurs de la chaîne, la création de structures de gouvernance, l'encouragement du tourisme, le marketing territorial, la protection des droits de propriété intellectuelle, l'encouragement d'une concurrence loyale pour les producteurs, la préservation des paysages, etc.

Cependant, des **éléments négatifs** ressortent de cette étude ainsi que de la littérature, montrant des **disparités sectorielles importantes**. Les disparités sont mises en évidence principalement au niveau de la

production économique et concernent les disparités entre les États Membres (EM), les disparités régionales et aussi les disparités au sein des catégories de production et des secteurs.

Les données de production économique servent d'indicateurs de l'existence de lacunes dans certains mécanismes qui méritent d'être mises en évidence pour une éventuelle intervention.

Par conséquent, l'étude vise à examiner l'**inhomogénéité des systèmes de chaînes d'approvisionnement à différents niveaux, à comprendre les raisons qui sapent la durabilité des chaînes d'approvisionnement IG** (en particulier les petites et moyennes IG) et à étudier pourquoi certaines IG deviennent improductives au fil du temps.

Au terme de l'étude, l'**objectif d'AREPO est de fournir des lignes directrices et des recommandations politiques** sur les stratégies possibles à mettre en œuvre et de soutenir une durabilité globale pour les IG de petite et moyenne taille.

PREMIERE PARTIE : INTRODUCTION ET CONTEXTE

Le **concept de durabilité** est l'un des plus actuels et trouve des applications dans de nombreux domaines, pas seulement dans l'agriculture et l'alimentation.

L'idée de durabilité est globale et ne répond pas à une définition unique. Dans la littérature et pour les institutions, il est souvent fait référence à une définition publiée dans le rapport "[Our Common Future](#)" de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Le **développement durable** est défini comme "*un développement qui assure la satisfaction des besoins de la génération actuelle sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs*".

D'autre part, les définitions les plus récentes concernent principalement les publications des institutions, mais aucune définition précise n'existe au niveau de l'UE. Vous trouverez ci-dessous un aperçu des définitions de la durabilité tirées de la littérature consultée en rapport avec le domaine alimentaire.

Durabilité économique : garantir l'efficacité économique et les revenus des entreprises. Le système doit produire des revenus et du **travail à long terme**, profitant aux producteurs tout au long de la chaîne de production, du producteur au consommateur. Au niveau économique, la durabilité et le développement durable font référence à une **croissance intelligente des entreprises**, avec une planification à long terme, une action sur la réduction des coûts et des **investissements dans la recherche et le développement**.

Durabilité sociale : garantir la qualité de vie, la sécurité, la sûreté et les services des citoyens. La durabilité sociale est atteinte en **renforçant la cohésion sociale** et en permettant à tous les citoyens de participer, en créant des connexions et des réseaux entre et parmi les producteurs et les consommateurs. La **création de réseaux** entre les différentes parties prenantes renforce le filet social et la conscience des consommateurs de faire partie d'un système de qualité. Le système IG a également un impact sur le **domaine éducatif** en attirant les jeunes vers la production et en encourageant le changement de génération. En outre, la durabilité sociale se préoccupe également des opportunités équitables, prend en compte l'éthique et favorise le développement communautaire. Le concept de durabilité sociale inclut également l'**aspect nutritionnel** et une communication appropriée au consommateur.

Durabilité environnementale : assurer la disponibilité et la qualité des ressources naturelles, respecter l'environnement sous toutes ses formes, et mettre en œuvre une sorte de **résilience renouvelable face aux**

nouveaux défis climatiques, aujourd'hui exacerbés par l'action humaine. Les piliers de la durabilité environnementale dans l'alimentation concernent la réduction de l'utilisation des terres et des ressources telles que l'eau et l'énergie, la **réduction du gaspillage alimentaire, la préservation des paysages et le maintien de la biodiversité** et de la protection de l'environnement.

L'intersection des concepts conduit à un point de vue encore différent :

- **Durabilité économique et sociale** : l'intersection des deux visions de la durabilité met l'accent sur la fiscalité équitable, l'éthique des affaires, le commerce, les droits des travailleurs et la gouvernance durable (c'est-à-dire tout ce qui concerne les groupes de gestion à plusieurs niveaux, des institutions aux organisations de producteurs).
- **Durabilité sociale et environnementale** : l'intersection conduit à l'amélioration du respect de l'environnement et des lieux où nous vivons, à la participation du public à des actions environnementales positives, à l'établissement de rapports et à la publication.
- **Durabilité environnementale et économique** : l'intersection de ces deux concepts conduit à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans la production, au développement et à l'utilisation de subventions spécifiques et à toutes les actions, y compris les crédits-carbone, pour promouvoir la réduction des émissions.

Au niveau législatif de l'UE, de nombreuses stratégies et politiques sont déjà en place pour favoriser la durabilité des systèmes de production agroalimentaire.

Il est fait mention des actions définies par la **politique agricole commune, la stratégie "de la ferme à la table"**, la **politique d'étiquetage des denrées alimentaires, la politique d'agriculture biologique, la vision à long terme pour les zones rurales, les politiques d'agriculture carbonique, les politiques de sécurité alimentaire, le plan européen de lutte contre le cancer, la politique de promotion, le plan d'action sur la propriété intellectuelle et la politique commerciale.**

DEUXIEME PARTIE : COLLECTE ET ANALYSE DES DONNEES

La deuxième partie analyse les données présentées par l'étude mentionnée ci-dessus et commandée par la CE.

Au niveau de la production et de l'économie, il est montré qu'en 2017, neuf produits, correspondant à 0,3 % du nombre total d'IG enregistrées dans l'UE, représentaient le 27 % de la valeur totale des ventes.

Ainsi, vingt-quatre produits agroalimentaires représentent 42% de la valeur totale des ventes. 90% des IG agroalimentaires représentent 40% de la valeur des ventes.

Les secteurs dominants sont les **produits laitiers** (étant donné que la majeure partie du chiffre d'affaires est liée au fromage), les **produits carnés** et la **bière**.

Le terme IG à petite et moyenne échelle fait référence à la taille économique et à la zone de production. En considérant exclusivement le secteur agroalimentaire, les IG/TSG de petite taille couvrent les chaînes de valeur dont la valeur des ventes est inférieure à 1 million d'euros. En 2017, elles représentaient 48 % du nombre total d'IG de l'UE (environ 1 600), mais seulement 0,5 % de la valeur totale des ventes sous IG (pour une valeur économique de 418 millions d'euros).

L'étude a ensuite collecté des données actualisées jusqu'en 2019-2020 sur 489 IG appartenant à vingt-deux régions européennes différentes et provenant de quatre EM. Les données collectées **concernent des**

données géographiques et descriptives (géographie, produit, IG, catégorie, gouvernance, zone), des **données de production** (zone/nombre de producteurs, quantité produite, quantité régionale, production certifiée, quantité exportée) et des **données économiques** (chiffre d'affaires, recettes d'exportation, prix d'origine et prix final, valeur régionale).

D'après les données recueillies, les **disparités se confirment**. Dans les différentes régions, les secteurs dominants sont le fromage, la viande et la bière, mais il existe des disparités entre les IG et entre les régions et les EM.

Les chiffres ont montré que le système actuel est très efficace pour les IG impliquant un grand nombre de producteurs et ayant un taux élevé de coordination de la chaîne. En revanche, il présente des lacunes lorsque les filières IG sont "petites". **Les disparités entre les différentes filières IG entraînent alors des difficultés d'évaluation.**

Au niveau des EM, sur la base des données de 2017, la France et l'Italie ont une valeur économique liée aux IG supérieure à 10 milliards, l'Allemagne et l'Espagne ont une valeur comprise entre 5 et 10 milliards, tandis que les 19 EM restants ont une valeur économique liée aux IG inférieure à 1 milliard.

Les principaux résultats peuvent donc être résumés comme suit :

- **Inégalité économique-productive au sein d'une même région ;**
- **Inégalité économique-productive entre les secteurs** (au sein d'une même région et entre différentes régions) ;
- **Répartition inégale des IG entre les États membres ;**
- **Faibles niveaux d'exportation** : la plupart des IG ne commercialisent le produit que dans une zone, au sein de la région et tout au plus sur le marché national ;
- Plusieurs producteurs produisent selon les spécifications du produit, mais ne certifient pas ;
- Plusieurs IG ont une production et des volumes économiques déficients ;
- Certaines IG sont en déclin ou sont improductives depuis des années.

TROISIEME PARTIE : LE QUESTIONNAIRE POUR LES REGIONS & LES RESULTATS

Le questionnaire a été construit pour comprendre les perceptions des régions sur les IG de petite et moyenne taille.

Le questionnaire est divisé en trois parties principales avec des objectifs différents :

- **"ÉTAT ÉCONOMIQUE - LES PETITES IG AU RISQUE DE DISPARITION"**. Après une brève introduction aux données économiques et de production, les représentants des régions ont été invités à répondre aux questions relatives à la perception des petites IG. Dans certains cas, certaines IG ont disparu en cessant la production ou en décidant de ne plus certifier le produit.
- **PROTECTION ET STRATÉGIE**. Les représentants des régions ont été appelés à indiquer ce qu'ils considèrent comme les priorités en matière de protection des IG et quels sont les domaines d'intervention les plus pertinents.
- **SUGGESTIONS**. Les représentants des régions ont été invités à exprimer leurs opinions, à suggérer des solutions et à fournir des informations sur les bonnes pratiques actuelles.

Le questionnaire est structuré en 39 questions : questions fermées, semi-fermées et ouvertes. **20** régions membres de l'AREPO de Grèce, France, Italie, Espagne et Allemagne ont fourni des réponses très détaillées.

Les régions ont indiqué **plus de cinquante indications géographiques qui ont disparu ou sont en extrême difficulté**.

Selon les régions, les trois principales raisons de la disparition des petites et moyennes indications géographiques sont les suivantes :

- 1) **Le manque de durabilité économique.**
- 2) **L'absence d'une stratégie de promotion commune.**
- 3) **Le coût de la certification est trop élevé par rapport aux recettes.**

Pour compléter l'aperçu, un autre problème perçu est le **manque de changement générationnel**.

En outre, l'enquête révèle des points de vue qui n'ont pas encore été pris en compte, comme le **manque de confiance des producteurs** dans le système des IG et le **manque de flexibilité du système bureaucratique**. Cela concerne notamment le manque de flexibilité dans les procédures bureaucratiques pour les demandes de modification des spécifications des produits.

La plupart des régions pensent que les **IG qui risquent de disparaître devraient recevoir davantage de soutien institutionnel**, bien que dans certains cas, il soit indiqué qu'elles reçoivent déjà des subventions de la part des autorités régionales. Plusieurs stratégies, principalement de soutien économique, sont déjà en place.

Les régions pensent qu'il est nécessaire de **mettre en œuvre une stratégie dédiée à ce secteur**, mais elles ne sont pas toutes d'accord sur une stratégie européenne. Les **actions sont principalement considérées comme locales, sur mesure pour le territoire et le secteur de production considéré**.

Certaines régions soulignent que le **changement climatique n'est pas un facteur à sous-estimer**. Souvent, les producteurs, notamment ceux qui s'occupent d'agriculture et de produits fruitiers, sont confrontés à des catastrophes climatiques qui leur font perdre une grande partie de leur production.

Enfin, les régions ont suggéré ce qui suit :

- **Accorder davantage de soutien aux IG de petite et moyenne taille ;**
- **Accompagner les petites et moyennes IG à travers le développement durable ;**
- **Investir dans l'éducation et la formation** (tant pour les producteurs que pour les consommateurs) ;
- **Réaliser des investissements plus importants en matière de communication et de promotion ;**
- **Soutenir une réduction de la bureaucratie ;**
- **Stimuler la collecte de plus de données** afin de mieux comprendre les chaînes d'approvisionnement IG ;
- **Promouvoir l'échange de bonnes pratiques.**

QUATRIEME PARTIE : ÉTUDES DE CAS ET RESULTATS

Six études de cas ont été sélectionnées pour obtenir le point de vue des producteurs. La sélection a été effectuée en collaboration avec les ministères régionaux.

Le choix des filières de production pour les études de cas respectaient les critères suivants : **homogénéité de la taille** (micro, petites et moyennes productions), **homogénéité de la dénomination** (DOP/IGP), **nature du produit** (transformé/semi-traité/frais), et **homogénéité de l'origine** (parmi les régions membres de l'AREPO).

L'objectif était d'**avoir un équilibre au sein des études de cas et de comprendre si certaines questions étaient seulement à certains types de produits.**

Les entretiens ont duré, en moyenne, une heure et ont été structurés selon une logique précise.

Présentation du produit :

Dans la première partie, des **questions générales ont été posées pour comprendre le produit et la chaîne d'approvisionnement.** Questions concernées la structure de la chaîne de production, notamment les données économiques et de production de l'année précédente (chiffre d'affaires, volume de production, prix de vente, prix en rayon, différences avec les produits non certifiés, tendances des dernières années, etc.) L'intention était d'explorer la structure de gouvernance et la dynamique entre les acteurs.

La durabilité économique :

D'un point de vue économique, l'objectif était de comprendre les coûts et les problèmes du côté de la production.

La durabilité sociale :

L'objectif était de comprendre la structure de production, les liens, les relations avec les consommateurs, les activités de promotion du tourisme et l'implication des jeunes pour promouvoir le changement de génération.

La durabilité environnementale :

L'objectif des questions était de comprendre l'étendue des effets du changement climatique, l'impact de l'utilisation des pesticides et des engrais et la relation avec la production biologique.

Gouvernance durable :

Enfin, l'objectif était de comprendre le fonctionnement des organisations de producteurs et le lien avec les organismes locales et régionales et les autorités. L'objectif final était de comprendre le type de soutien qu'elles reçoivent et le degré d'implication de ces organisations.

Les études de cas analysées sont : **Gata-Hurdes AOP** (huile d'olive vierge extra) et **Patatas de Prades IGP** (pommes de terre) pour l'Espagne, **Höri Bülle IGP** (oignon) pour l'Allemagne, **Marrone di Caprese Michelangelo AOP** (châtaigne) pour l'Italie, **Pefkothymaromelo Kritis AOP** (miel) pour la Grèce et **Valençay AOP** (fromage de chèvre) pour la France.

Les résultats sont en partie discordants avec les points de vue des régions. Cela dénote simplement différentes priorités, et ce n'est pas un signe de discordance ou d'asymétrie d'information.

Les producteurs, quant à eux, ont mis l'accent sur le manque de **durabilité de la gouvernance.** Cela est dû au faible niveau d'implication des producteurs dans la chaîne et le système IG et à un faible niveau de coordination entre eux. Lorsque la gouvernance est faible ou inexistante, c'est toute la chaîne qui en souffre.

En outre, il existe des problèmes liés à la durabilité économique en raison du coût de la certification et de la **difficulté d'investir dans la promotion.**

Dans certains cas, l'absence de changement de génération, la complexité de la bureaucratie et les charges associées sont soulignées.

Certains producteurs observent des changements dans l'impact de l'environnement et du climat sur leur production. Cependant, du point de vue de la durabilité environnementale, la perception du problème est faible. Davantage de soutien et de mesures d'accompagnement sont nécessaires de la part des régions, pour sensibiliser les gens et leur faire comprendre le potentiel de cet aspect.

CINQUIEME PARTIE : CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES

À la lumière des résultats livrés par cette recherche, **AREPO a proposé les recommandations suivantes :**

- **Renforcer les groupes de producteurs :** Afin de réduire la polarisation du pouvoir de négociation, les groupes de producteurs doivent être renforcés et encouragés à investir dans la chaîne d'approvisionnement. Ce processus doit également être abordé en améliorant le sentiment de confiance des producteurs dans le système IG. En outre, l'éducation et la formation peuvent être des outils puissants pour créer des groupements de producteurs robustes, bien positionnés sur le marché et capables de véhiculer une image territoriale.
- **Simplifier les procédures bureaucratiques.**
- **Mettre en œuvre une définition de la durabilité à laquelle se référer dans la législation européenne.**
- **Accroître la disponibilité des données administratives et statistiques sur le régime des AOP/IGP au niveau de l'UE et des États Membres :** l'analyse des données est la première étape vers un suivi clair du développement des IG et par conséquent du territoire. Il est conseillé d'encourager la collecte et le partage des données, notamment entre les régions, les organismes de recherche et les institutions.
- **Investir dans la recherche sur les IG.**
- **Soutenir le potentiel des IG dans d'autres secteurs connexes :** l'introduction des IG dans les politiques d'autres secteurs fortement liés à ce type de production, par exemple le tourisme, les marchés publics alimentaires, la promotion et la conservation de la biodiversité, garantit que le potentiel du système est pleinement développé et encourage les petites et moyennes IG à diversifier leur potentiel.
- **Continuer à soutenir la politique de promotion des produits IG :** maintenir et augmenter un budget adéquat pour les produits IG, financer la mise en œuvre de petits projets afin d'atteindre davantage de producteurs, augmenter le taux de cofinancement de l'UE, et simplifier les procédures de participation et de demande.
- **Créer un forum d'échange sur les IG :** il est conseillé de créer une table/commission/conseil/forum qui se réunit tout au long de l'année pour soutenir les producteurs et les systèmes de gestion sur des questions locales et d'actualité.
- **Fournir un soutien adéquat à la numérisation :** encourager la transition numérique en demandant aux systèmes de gestion et aux producteurs de numériser les fichiers, les données et les pratiques afin de développer un processus bureaucratique rationalisé et de réduire l'asymétrie d'information entre le monde de la production et les organes gouvernementaux régionaux.
- **Plus d'éducation et de sensibilisation au système IG.**
- **Stimuler la publication de guides régionaux et locaux sur mesure comme support de formation ciblant les différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement :** les questions les plus pertinentes sont la coordination entre producteurs, la gouvernance, l'accès aux fonds publics et la transition vers la durabilité.

- **Renforcer l'échange de bonnes pratiques et d'informations entre les différents acteurs du système.**
- **Campagnes de communication actives** : améliorer la communication sur toutes les caractéristiques des produits, notamment par la promotion et l'éducation.
- **Renforcer la gouvernance à tous les niveaux.**
- **Favoriser l'intégration de mesures volontaires concernant la durabilité environnementale** : soutenir les producteurs vers une transition conforme au Green Deal et à la stratégie Farm to Fork, en les aidant à comprendre le concept de durabilité environnementale et à l'appliquer.